



Rapport sur la société duale en Algérie

publié le 02/07/2012, vu 2338 fois, Auteur : [Benammar Christian](#)

Rapport sur la société duale en Algérie

Il y a dans la formation de la société duale une violence inouïe venue du plus profond de la société humaine, qui ressemble à la tectonique des plaques géologiques du globe terrestre.

Les fractures, ruptures et chevauchements des structures sociales qui divisent et séparent les hommes, ne sont pas seulement le produit de conflits d'intérêts gigantesques (comme d'une classe sociale avec une autre, d'un pôle de développement avec sa périphérie, d'une nation avec une autre...). L'ordre social résulte aussi de l'activité non maîtrisée et contradictoire de forces politiques concrètes : bien des transformations sociales naissent dans le noyau central effervescent de l'intellect humain auquel on peut imputer une large partie des événements qui façonnent l'écorce sociale de la société .

Entre culture et comportements la psychosociologie a beaucoup de choses à nous apprendre. Notamment, ceci : le mépris de la vie intellectuelle qui consiste à se positionner politiquement dans l'idéal et non la réalité, permet de tenir à distance des gens les choix essentiels du développement.

C'est le cas de la société duale observée en Algérie. Elle rassemble la grande masse des chômeurs, demandeurs d'emploi, des exclus et laissés pour compte, du sous-prolétariat et du lumpenprolétariat dont le trait commun est la misère, la pauvreté et le désœuvrement. Nul ne conteste que cette excroissance sociale est une composante de la société nationale ni que la rente pétrolière ne parvient au mieux qu'à la masquer. (En France l'implosion sociale a fait 1789 et la République, produit l'Empire et la laïcité et modifié l'esprit des lois).

Se pose ainsi une question laissée sans réponse : pourquoi cette forme sociale a-t-elle été si mal combattue et comment la combattre dans les conditions où elle apparaît de nos jours, alors que sa fonction et son extension menacent les ambitions nationales proclamées ?

D'évidence, les deux pieds de l'idéologie sociale buttent sur des pavés qu'il

ne suffit pas de jeter dans la pensée unique de l'establishment quand il faut les éclaircir.

La problématique de la croissance-développement des pays industrialisés (Europe, EU...) conduit, en situation de concurrence et de plein-emploi (même avec un taux de chômage de crise), à accroître sans cesse la technologie de la production capitaliste pour restreindre les coûts de main-d'œuvre, donc le facteur humain. Pour autant, ce mode de croissance dispendieux observé dans un contexte national ou de l'extérieur (par l'émigration) n'apporte pas la preuve de son applicabilité en situation de sous-développement.

En Algérie, on a pu penser être aidé par les préconisations de la théorie marxiste. Mais la doctrine ne se réalise pleinement qu'en situation de plein emploi et en termes de partage et de réduction des inégalités. Dans le passage obligé de la transition, il faut gérer la création de travail avec les imperfections du système (division sociale, marché composite, dictature du pouvoir, déculturation).

Or, justement, l'accumulation en régime socialiste impose l'industrialisation au profit des travailleurs, pas à celui des damnés de la terre. Ainsi, l'Algérie, forte de ses ressources pétrolières, a appliqué, plus que tout autre pays sous-développé bien doté, le concept des industries industrialisantes sans prévoir qu'un horizon peut tromper avant l'horizon suivant la vigilance des décideurs en faisant illusion. Le planificateur, le nez dans son bréviaire, s'est mis à la faute.

Par quelque bout de l'idéologie qu'on la prenne l'industrialisation revient sans cesse comme un boomerang à son élaboration.

Entre libéralisme et marxisme, la discussion tourne en boucle. Si pour le libéralisme (de Ricardo à A. Smith et Stuart Mill) la demande de travail augmente en proportion de l'accroissement de la production et donc améliore la situation des travailleurs, pour le marxisme, au contraire, l'accumulation capitaliste favorise la mécanisation du travail et appauvrit en conséquence les masses ouvrières, alors qu'augmentent les profits. L'impasse théorique de la transition, l'impossibilité de disposer d'un modèle d'industrialisation prêt à l'emploi font de la société duale, une maladie de la croissance plus lourde affronter que le sous-développement lui-même.

La loi de la valeur travail ne parvient pas à se déployer. Elle se constitue en utopie. Seule a survécu, même dans la transition d'un socialisme pur et dur, la loi de la valeur de l'école classique et la formation des prix dans des rapports sociaux marchands.

La société duale est en définitive le produit inévitable du mode de création du travail au cœur des processus chaotiques non maîtrisés de la sphère de

production .

Néanmoins, la convergence des modèles de société industrielle et le succès du libéralisme ont conduit aujourd'hui à l'avènement de la société de consommation de masse et à la mondialisation (sans qu'on sache, toutefois, qui est l'œuf ou la poule de l'autre).. Dans ce nouveau contexte, lutter préventivement contre l'élargissement de la société duale implique d'agir autoritairement et administrativement au cœur des processus industriels. C'est l'affaire de la gouvernance sociale. Si son objectif central est d'ajuster au mieux l'intensité du travail à la formation sociale, le choix des investissements de production ou de consommation destinés à élargir l'offre de travail et satisfaire le plus grand nombre doit veiller à agir scrupuleusement sur tous les facteurs qui concourent à l'objectif de développement (données économiques, normes technologiques, productivité, qualifications...).